



Arrêt

**n° 276 170 du 18 août 2022
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. AKTEPE
Amerikalei 95
2000 ANTWERPEN**

contre:

L'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE DE LA VIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 3 juin 2022, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 27 avril 2022.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 9 juin 2022 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi du 15 décembre 1980, précitée.

Vu l'ordonnance du 7 juillet 2022 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 25 juillet 2022

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 28 août 2019, la partie requérante a introduit une demande de carte de séjour, en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union, sur la base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Le 24 janvier 2020, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, à son égard, contre lesquels aucun recours n'a été introduit.

1.2. Le 4 novembre 2021, la partie requérante a introduit une nouvelle demande de carte de séjour, en la même qualité et sur la même base.

1.3. Le 27 avril 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, à son égard. Ces décisions, qui lui ont été notifiées le 9 mai 2022, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

« l'intéressé n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le 04.11.2021, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [X.], de nationalité espagnole, sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A l'appui de sa demande, bien qu'elle a produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la qualité d'autre membre de famille « à charge ou faisant partie du ménage » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement étayée.

Selon l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980, « sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union ... les membres de la famille, non visés à l'article 40bis §2 qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ».

Or, premièrement, l'intéressé n'établit pas qu'il était « à charge » de la personne ouvrant le droit au séjour lorsqu'il résidait dans son pays de provenance avant son arrivée en Belgique (à une date inconnue) et sa première demande de regroupement familial en date du 28.08.2019. En effet, la personne concernée ne démontre pas qu'elle était sans ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays d'origine ou de provenance, et que sa situation financière nécessitait une prise en charge de la personne qui ouvre le droit au séjour.

Ainsi, l'attestation de revenu délivrée le 16/11/2021 au titre de l'année 2015 à 2018 est établie en fonction de l'existence ou non d'une déclaration. Ce document n'est donc pas pris en considération et ne permet pas d'évaluer si sa situation financière dans son pays de provenance nécessitait une prise en charge par la personne ouvrant droit au séjour.

De même, l'attestation de non-imposition à la TH-TSC n° 3711/19 du 16/05/2019 nous renseigne uniquement sur le fait que le requérant n'est pas imposable en matière de taxe d'habitation et de taxe des services communaux, sans plus. Cette attestation n'est pas prise en considération car elle est établie sur une simple déclaration sur l'honneur de l'intéressé et ne permet pas d'évaluer si sa situation financière dans son pays de provenance nécessitait une prise en charge par la personne ouvrant droit au séjour.

Dans la même mesure, l'attestation du revenu global imposé n° 3711/19 du 16/05/2019 n'est pas prise en considération car elle est établie sur une simple déclaration sur l'honneur de l'intéressé et ne permet pas d'évaluer si sa situation financière dans son pays de provenance nécessitait une prise en charge par la personne ouvrant droit au séjour.

Il en est de même des attestations administratives datées respectivement du 22/11/2021 et 14/01/2022 qui concernent l'absence de bien meuble ou immeuble : ces attestations ne sont pas prises en considération car elles sont établies sur base d'une simple déclaration sur l'honneur de l'intéressé et ne permettent pas d'évaluer si sa situation financière dans son pays de provenance nécessitait une prise en charge par la personne ouvrant droit au séjour. De plus, elles ont été établies pendant que le requérant séjournait déjà sur le territoire belge.

D'autre part, l'attestation administrative du 27/09/2021 et celle du 15/11/2021 indiquent que l'intéressé n'exerce aucune profession sur son territoire national et n'exerce aucune fonction actuellement « depuis 2015 à 2018 » (sic).

Cependant, ces documents ne sont pas certains pour prouver l'état d'indigence allégué de la personne concernée car ils sont établis sur une base déclarative et ne sont pas étayés par des documents probants. Ils ne sont donc pas pris en compte dans l'analyse de cette demande.

Egalement, l'acte cognitif établi le 15/10/2021 - selon lequel l'ouvrant droit prend en charge le requérant ainsi que leurs parents - n'est pas pris en considération car il n'a qu'une valeur déclarative non étayée par des documents officiels.

Par ailleurs, la personne concernée reste également en défaut de démontrer de manière probante avoir bénéficié, de la part de la personne qui lui ouvre le droit au séjour, d'une aide financière ou matérielle qui lui était nécessaire pour subvenir à ses besoins essentiels dans son pays d'origine ou de provenance car il n'a apporté aucun justificatif à ce sujet.

Deuxièmement, l'intéressé n'établit pas qu'il faisait partie du ménage du regroupant dans son pays d'origine ou de provenance. En effet, le certificat de recensement historique établi le 9/11/2010 ainsi que le contrat de bail signé le 7/08/2008 ne permettent pas d'établir de manière suffisante que cette dernière condition est remplie. En effet, non seulement cette cohabitation à la même adresse est trop ancienne par rapport à la première demande de regroupement familial (en 2019) pour être prise en compte et le fait d'avoir été inscrit à la même adresse que l'ouvrant droit au séjour n'implique pas pour autant que l'intéressé faisait partie du ménage de l'ouvrant droit au séjour dans son pays de provenance. En effet, encore faut-il démontrer que l'intéressé fait « partie du ménage du citoyen de l'Union », et non fait partie du même ménage que celui-ci (Voir l'arrêt du CCE n° 225 155 du 23 août 2019) .

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies et la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de sa vie familiale et de son état de santé.

Cependant, l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée et les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge.

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 04.11.2021 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière.

« L'Office des étrangers attire votre attention sur le fait que les conditions à remplir dans le cadre d'un regroupement familial sont cumulatives. Étant donné qu'au moins une de ces conditions n'est pas remplie, votre demande de séjour est rejetée. L'Office des étrangers n'a pas entièrement vérifié si les autres conditions étaient remplies. En cas de nouvelle demande de séjour, cette décision n'empêchera donc pas l'Office des étrangers de vérifier si ces autres conditions sont remplies, ou de lancer toute enquête ou analyse jugée nécessaire. L'Office des étrangers vous invite à vérifier votre dossier avant d'introduire une nouvelle demande. Les conditions à remplir et les documents justificatifs à présenter sont renseignés sur le site de l'Office des étrangers (www.dofi.fgov.be) ». ».

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un premier moyen, dirigé contre la décision de refus de séjour (ci-après : le premier acte attaqué), de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des articles 47/1, 2°, et 62 de la loi du 15 décembre 1980, du devoir de soin, du principe de motivation matérielle, et du droit de l'Union.

Elle fait valoir qu'« *In casu* is de bestreden beslissing op een niet op een afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt

zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. [...]

De bestreden beslissing is bijgevolg kennelijk onredelijk genomen. [...]

De artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet vormen een omzetting van artikel 3, tweede lid van de Richtlijn 2004/38/EG (zie Memorie van toelichting bij Wetsontwerp van 9 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake Asiel en Migratie tot wijziging van de wet van 15 december 1980, Parl.St. Kamer, 2013-14, doc. nr. 53-3239/001, 20-21). [...]

Aangezien de richtlijn 2004/38/EG uitdrukkelijk oplegt om in het nationaal recht bepalingen te voorzien die de binnenkomst en het verblijf van de genoemde 'andere' familieleden van een burger van de Unie vergemakkelijken en aangezien de Belgische wetgever hieraan is tegemoetgekomen door de invoering van de artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet, valt niet in te zien hoe verwerende partij zijn nationale wet terzijde zou kunnen schuiven bij de beoordeling van de aanvraag als een ander familielid van een burger van de Unie.

De motieven van de bestreden beslissing dienen dan ook te worden beoordeeld in het licht van de artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet, die op de voorliggende rechtsverhouding van toepassing zijn. [...]

De bestreden beslissing schendt vooreerst het Unierecht, in het bijzonder het recht van vrij verkeer van de referentiepersoon.

De bepalingen uit artikel 47 van de Vreemdelingenwet dient te worden uitgelegd en te worden toegepast op een wijze die verenigbaar is met het Unierecht. Lidstaten zijn er immers toe gehouden hun nationale recht conform het Unierecht uit te leggen (HvJ 6 november 2003, C-101-01, Lindqvist, punt 87; HvJ 26 juni 2007, C-305/05, Orde des barreaux francophones et germanophone e.a., punt 28).

Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie dient de nationale rechter bijgevolg bij de toepassing van het nationale recht dit recht zoveel mogelijk uit te leggen in het licht van de bewoordingen en het doel van de betrokken richtlijn teneinde het daarmee beoogde resultaat te bereiken en aldus te voldoen aan artikel 288, 3e alinea van het VWEU. De verplichting tot richtlijnconforme uitlegging is namelijk inherent aan het systeem van het VWEU gezien het de nationale rechter in staat stelt om, binnen het kader van zijn bevoegdheden, de volle werking van het recht van de Unie te verzekeren bij de beslissing van de bij hem aanhangige geschillen (HvJ 5 oktober 2004, C-397/01-C-403/01, Pfeiffer e.a., *Jurispr.* I-8835, punt 114; HvJ 23 april 2009, C-378/07-C-380/07, Angelidaki e.a., *Jurispr.* I-3071, punt 197-198; HvJ 19 januari 2010, C-555/07, Küçükdeveci, *Jurispr.* I-365, punt 48; HvJ 13 november 1990, C-106/89, Marleasing, punt 8).

De nationale rechter dient tevens, als gevolg van de in artikel 4, 3e lid van het VEU bepaalde samenwerkingsplicht en loyaliteitsbeginsel, rekening te houden met de uniforme interpretatie die het Hof van Justitie reeds aan de bepalingen van het Unierecht heeft gegeven.

Naast de vereiste dat verzoeker in het land van herkomst ofwel ten laste moet zijn van de burger van de Unie, ofwel deel moet uitmaken van het gezin van de Unieburger, heeft de Belgische wetgever in artikel 47/3, §2, Vreemdelingenwet tevens bepaald dat de aanvraag van het betrokken familielid erop moet zijn gericht om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen. [...] De bepalingen van de artikelen 47/1, 2° en 47/3, §2 Vreemdelingenwet moeten echter, zoals het Hof van Justitie heeft gesteld in het arrest Rahman, *“verenigbaar zijn met de gebruikelijke betekenis van het woord „vergemakkelijkt” en van de bewoordingen die betrekking hebben op afhankelijkheid als bedoeld in artikel 3, lid 2 Burgerschapsrichtlijn en [zij mogen] die deze bepaling niet van haar nuttig effect beroven”*. De Belgische interne bepalingen moeten dus worden gelezen in het licht van de doelstellingen van artikel 3, lid 2, Burgerschapsrichtlijn; doelstellingen die erin bestaan om het vrij verkeer van de burgers van de Unie te vergemakkelijken en de eenheid van het gezin te bevorderen (cf. conclusie van advocaat-generaal Y. BOT van 27 maart 2012 in de zaak C-83/11 voor het Hof, nrs. 36 en 37). De eventuele weigering om een verblijf toe te staan aan een familielid van een burger van de Unie of aan een persoon die deel uitmaakt van het gezin of ten laste is van deze burger van de Unie zou, zelfs indien deze persoon geen nauwe verwant is, immers ertoe kunnen leiden

dat de burger van de Unie wordt ontmoedigd om vrij naar een andere lidstaat van de Europese Unie te reizen. Dit zou bijgevolg een belemmering kunnen vormen voor het uitoefenen van het recht op vrij verkeer en verblijf, alsook afbreuk doen aan het nuttige effect van het burgerschap van de Unie. Het verlenen van een verblijfsrecht op grond van de artikelen 47/1, 2°, en 47/3, §2 Vreemdelingenwet moet dus tot doel hebben te voorkomen dat de betrokken burger van de Unie mogelijk afziet van het uitoefenen van zijn recht op vrij verkeer omdat hij zich in België (dit is het gastland) niet zou kunnen laten vergezellen of vervoegen door welbepaalde familieleden die deel uitmaken van zijn gezin of te zijnen laste zijn. De in artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet voorziene voorwaarde dat de aanvraag van het ‘ander’ familielid, zoals bedoeld in artikel 47/1, 2° van diezelfde wet, erop gericht moet zijn om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen, moet dan ook in het licht van deze doelstelling worden begrepen. Op deze manier zijn de artikelen 47/1, 2°, en 47/3, §2, van de vreemdelingenwet verenigbaar met de gebruikelijke betekenis van het woord “vergemakkelijkt” en van de bewoordingen die betrekking hebben op “afhankelijkheid”, zoals bedoeld in artikel 3, lid 2 Burgerschapsrichtlijn, en beroven zij dit artikel 3, lid 2 ook niet van enig nuttig effect (RvV 30 maart 2020, arrest nr. 234 623).

[...]

In casu zijn de referentiepersoon en verzoeker voorafgaand aan de aanvraag tot gezinshereniging samen naar België verhuisd!

Uit voornoemde rechtspraak kan men dus *in casu* zeer duidelijk een schending van het vrij verkeer van de referentiepersoon afleiden, omdat hij zich - door de weigeringsbeslissing ten aanzien van verzoekster - niet kan laten vergezellen door zijn broer in België.

[...]

Wat het ‘ten laste’ zijn betreft, heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen reeds geoordeeld dat deze voorwaarde uit artikel 47/1 en 47/3 Vreemdelingenwet moet worden geïnterpreteerd in het licht van hetgeen het Hof van Justitie heeft gesteld in de arresten Lebon, Jia en Reyes.

[...]

In de voorbereidende werken van de wet van 19 maart 2014 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die de artikelen 47/1 tot en met 47/3 in de Vreemdelingenwet heeft ingevoegd, wordt immers het volgende gesteld:

“Wat het karakter ten laste betreft, heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie een vaste rechtspraak ontwikkeld: “De hoedanigheid van familielid ten laste [...] komt voort uit een feitelijke situatie - ondersteuning geboden door de werknemer - zonder dat het noodzakelijk is de redenen vast te stellen waarom op die ondersteuning een beroep wordt gedaan (HvJ 18 juni 1987, arrest “Lebon”).”

“[...] Onder “te hunnen laste zijn” wordt verstaan het feit, voor het familielid van een gemeenschapsonderdaan gevestigd in een andere lidstaat in de zin van artikel 43 EG, de materiële steun van die onderdaan of diens echtgenoot nodig te hebben om te voorzien in zijn wezenlijke behoeften in de Staat van oorsprong of van herkomst van dit familielid op het ogenblik dat het aanvraagt zich bij deze onderdaan te voegen. [...] Het bewijs van de noodzaak van materiële steun mag met elk geschikt middel worden geleverd, terwijl de enkele verbintenis ditzelfde familielid ten laste te nemen, uitgaande van de gemeenschapsonderdaan of zijn echtgenoot, niet kan worden beschouwd als een gegeven waarbij het bestaan van een situatie van reële afhankelijkheid van het familielid wordt vastgesteld (HvJ 9 januari 2007, arrest “Jia”).” (Zie Memorie van Toelichting bij Wetsontwerp van 9 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake Asiel en Migratie tot wijziging van de wet van 15 december 1980, Parl. St. Kamer, 2013-14, doc. nr. 53-3239/001, 22.)

Deze invulling van het begrip ‘ten laste’ werd specifiek voor descendenten van 21 jaar en ouder bevestigd in het arrest Reyes van het Hof van Justitie (HvJ 16 januari 2014, C423/12, Flore May Reyes t. Zweden), waarin overigens verwezen wordt naar het arrest Jia:

“In dit verband moet worden vastgesteld dat, wil een rechtstreekse bloedverwant in neergaande lijn van 21 jaar of ouder van een burger van de Unie als “ten laste” van die burger in de zin van artikel 2, punt 2, sub c, van richtlijn 2004/38 kunnen worden beschouwd, het bestaan van een situatie van reële afhankelijkheid moet worden aangetoond (zie in die zin arrest Jia, reeds aangehaald, punt 42). Deze afhankelijkheid vloeit voort uit een feitelijke situatie die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund door de burger van de Unie die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid, of door

diens echtgenoot (arrest Jia, reeds aangehaald, punt 35). Om vast te stellen of er sprake is van een dergelijke afhankelijkheid, moet het gastland beoordelen of de rechtstreekse bloedverwant in neergaande lijn van 21 jaar of ouder van een burger van de Unie, gezien zijn economische en sociale toestand niet in zijn basisbehoeften voorziet. De noodzaak van materiële steun moet in de het land van oorsprong of van herkomst van een dergelijke bloedverwant bestaan op het moment dat hij verzoekt zich bij die burger te mogen voegen (zie in die zin arrest Jia, reeds aangehaald, punt 37)."

Uit de voormelde arresten Jia en Reyes blijkt dat de hoedanigheid van het 'ten laste' komend familielid voortvloeit uit een feitelijke situatie, die wordt gekenmerkt door de omstandigheid dat het familielid materieel wordt gesteund door de Unieburger die gebruik heeft gemaakt van zijn verkeersvrijheid en dit omdat hij/zij niet in de eigen basisbehoeften kan voorzien (HvJ 9 januari 2007, C-1/05, "Jia", punt 36).

Verder heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wat betreft het 'ten laste' zijn benadrukt dat er geen wettelijke bewijsregeling voorhanden is en het bewijs van het vervuld zijn van de voorwaarden dus vrij is. Deze vrije feitenvinding en appreciatie impliceren dat de bevoegde administratieve overheid discretionair oordeelt of de verzoekende partij het bewijs van de voorwaarden levert. Hierop oefent de Raad een marginale wettigheidstoetsing uit. De vereiste van het 'ten laste zijn' houdt in dat het bewijs dient te worden geleverd dat er reeds een afhankelijkheidsrelatie bestaat tussen de verzoekende partij en de referentiepersoon van in het land van herkomst of origine en dit tot op het moment van de aanvraag. (RvV 25 november 2020, nr. 244 772, dat naar analogie kan toegepast worden op huidige casus).

Verzoekster verwijst tevens naar artikel 8.6 van het nieuw B.W.:

"Art. 8.6. Bewijs door waarschijnlijkheid

Onverminderd de verplichting tot medewerking van alle partijen aan de bewijsvoering, kan hij die de bewijslast draagt van een negatief feit, genoeg nemen met het aantonen van de waarschijnlijkheid van dat feit.

Hetzelfde geldt voor positieve feiten waarvan het vanwege de aard zelf van het te bewijzen feit niet mogelijk of niet redelijk is om een zeker bewijs te verlangen."

In casu heeft verzoeker, aan de hand van de bewijzen van geldstortingen en de attesten van onvermogenheid, wel degelijk deze feitelijke situatie aangetoond, i.e. dat hij materieel wordt gesteund door de Unieburger omdat hij zelf niet in de eigen basisbehoeften kan voorzien en aldus onvermogen is in het land van herkomst.

Verwerende partij heeft aldus haar motiveringsverplichting geschonden, alsook haar zorgvuldigheidsverplichting, daar zij de huidige aanvraag mét alle stukken op afdoende wijze had moeten onderzoeken.

Verzoeker heeft met andere woorden weldegelijk aangetoond, en dit blijkt zeer duidelijk uit de bijgevoegde stukken, dat hij financieel afhankelijk is van de referentiepersoon. Hij heeft met andere woorden op afdoende wijze aangetoond dat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet.

Verwerende partij stelt in de bestreden beslissingen dat verzoeker niet afdoende heeft aangetoond dat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 47/1, 2° Vreemdelingenwet. Verzoeker kan hier niet mee akkoord gaan, daar hij weldegelijk de nodige bewijsstukken heeft voorgelegd.

Om de financiële afhankelijkheid aan te tonen ten opzichte van de Unieburger, werden er maar liefst 19 bewijzen van geldverzendingen voorgelegd in de relevante periode 2016 en 2017 (stuk 4).

Verwerende partij bewaart het stilzwijgen over deze geldverzendingsbewijzen.

Dit geeft blijk van een gebrekkig onderzoek van de stukken in het dossier en betekent dus een schending van de motiverings- en zorgvuldigheidsverplichting.

De noodzakelijke financiële steun is dus een feit: de geldverzendingen tonen immers aan dat verzoeker op zeer regelmatige basis geld ontving van de referentiepersoon.

Tot slot legde verzoeker ook nog een officieel attest voor vanwege de Marokkaanse autoriteiten waarin wordt verklaard dat verzoeker inderdaad ten laste wordt genomen door de referentiepersoon (stuk 5). Dit attest is officieel, mag gebruikt worden in rechte, waardoor er dus wel bewijswaarde aan mag worden gehecht.

Verzoeker heeft aldus weldegelijk de financiële afhankelijkheidsrelatie ten opzichte van de referentiepersoon aangetoond, aan de hand van de geldverzendingen in het verleden. Gelet op het feit dat verzoeker in het land van herkomst onvermogen was (zie *infra*), is het duidelijk dat verzoeker op deze financiële steun is aangewezen.

Uit het administratief dossier, en uit de stukken daarin, blijkt met andere woorden zeer duidelijk dat verzoeker heeft aangetoond ten laste te zijn geweest van de referentiepersoon. Er wordt met andere woorden op afdoende wijze aangetoond dat verzoeker, voorafgaand aan én tijdens de aanvragen tot gezinshereniging, wel degelijk ten laste is van de referentiepersoon. De voorgelegde geldstortingen tonen dit aan. Immers, voorafgaand aan verzoekers inschrijving in België en dus voorafgaand aan de eerste aanvraag tot gezinshereniging, werd er op zeer frequente basis ogenblikken geld overgemaakt aan verzoeker door de referentiepersoon.

Hiermee heeft verzoeker bijgevolg aangetoond dat zij financieel ten laste waren/zijn van de referentiepersoon.

Daarnaast heeft verzoeker ook zijn onvermogenheid in het land van herkomst op afdoende wijze bewezen.

Om te beginnen heeft verzoeker aangetoond dat hij geen enkel onroerend goed bezit in het land van herkomst (stuk 5).

Verwerende partij beperkt zich op dit vlak aldus tot een standaard motivering, zonder het attest zelf inhoudelijk te bespreken, wat opnieuw een schending uitmaakt van het motiverings- en zorgvuldigheidsbeginsel.

Daarnaast heeft verzoeker ook aangetoond dat hij over geen enkele vorm van inkomsten en geen professionele activiteit had in het land van herkomst, alsook dat hij niet belast werd (stuk 5).

Verwerende partij (die slechts een gedeelte van deze attesten bespreekt en niet allemaal) stelt dit niet in aanmerking kan worden genomen omdat het een verklaring op eer zou betreffen. Het betreffen evenwel officiële attesten van de Marokkaanse autoriteiten, afgeleverd om te gebruiken in rechte, waardoor er wel degelijk bewijswaarde aan mag worden gehecht.

Verzoeker heeft dus wel degelijk aangetoond dat hij onvermogen is in het land van herkomst en niet in zijn eigen levensbehoeften kan voorzien, reden waarom hij dan ook financieel ten laste was van de referentiepersoon.

Bovendien dient te worden gewezen op de rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, waarbij wordt geoordeeld dat het bewijs van onvermogen een bijzaak is. Indien verzoeker bijgevolg zijn onvermogenheid niet zouden hebben aangetoond, *quod non* (verzoeker verwijst naar de voorgelegde attesten die erop wijzen dat hij geen inkomsten, noch onroerende goederen had, is dit van ondergeschikt belang.

In het betrokken arrest werd geoordeeld dat de kern van het begrip 'ten laste zijn' vooral een actieve ondersteuning door de referentiepersoon, financieel of materieel, vereist (RvV 26 oktober 2018, arrest nr. 211 725). Een bewijs van onvermogen toont dit op zichzelf niet aan en is bijgevolg als dusdanig slechts bijkomend.

Conform deze rechtspraak dient er bijgevolg niet per definitie een bewijs van onvermogen te worden voorgelegd en dient er gekeken te worden naar de effectieve ondersteuning door de referentiepersoon, financieel of materieel. Verzoeker herhaalt dat er *in casu* werd bewezen dat er wel degelijk sprake was van een financiële ondersteuning voorafgaand aan (en tijdens) de aanvragen gezinshereniging en verwijst hierboven naar hetgeen hierboven werd gesteld m.b.t. de bewijzen van geldverzendingen.

Er dient evenwel benadrukt te worden dat voornoemd bewijs van onvermogenheid *in casu* wél voorligt. Het mag dus duidelijk zijn dat verzoeker over geen inkomsten, noch over een onroerend goederen beschikt én dat hij dit op afdoende wijze heeft aangetoond.

Uit het voorgaande blijkt bijgevolg dat verzoeker onvermogen was in het land van herkomst en hierbij ten laste van de referentiepersoon.

Verzoekster verwijst tevens naar artikel 8.6 van het nieuw B.W.: [...]

Verwerende partij schendt aldus haar motiverings- en zorgvuldigheidsverplichting. [...] ».

2.2. La partie requérante prend un second moyen, dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, attaqué (ci-après : le second acte attaqué), de la violation du principe de motivation matérielle, du devoir de soin, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980, « lu à la lumière de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales [ci-après : la CEDH], de l'article 3 de la Convention sur les droits de l'enfant, de l'article 7 combiné à l'article 51 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, de l'article 27 de la directive 2004/38/CE, des articles 39/79 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 ».

Elle soutient qu'« *In casu* is de bestreden beslissing op een niet op een afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. [...]

De motivering van de bestreden beslissing is niet op een afdoende wijze genomen, zoals vereist wordt door de Wet formele motivering bestuurshandelingen, daar de werkelijke feitelijke en juridische gegevens die aan de oorsprong liggen van de beslissing ontbreken. De bestreden beslissing is niet gemotiveerd rekening houdende met de voorgebrachte stukken en bevat geen correcte redenen waarom de beslissing tot weigering van verblijf en het bevel om het grondgebied te verlaten ten aanzien van verzoeker werden genomen.

Verwerende partij heeft haar beslissing hieromtrent niet correct gemotiveerd en heeft op geen enkel moment een belangenafweging gemaakt die de beslissing zou kunnen verantwoorden.

Verwerende partij is nochtans op de hoogte van de familiale situatie van verzoeker. Verwerende partij heeft desondanks geen afdoende poging ondernomen om rekening te houden met het familie- en gezinsleven van verzoeker.

In het kader van artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet diende zij echter een uitgebreid onderzoek te doen. [...]

In de bestreden beslissing wordt het familiaal leven van verzoeker niet op een afdoende wijze onderzocht en besproken. Hieruit blijkt dan ook dat verwerende partij geen afdoende toetsing heeft gemaakt aan artikel 8 EVRM.

Gezien het ontbreken van de motivering omtrent de aangehaalde en voorgebrachte stukken is de motiveringsplicht duidelijk geschonden.

De bestreden beslissing is dan ook onjuist.

Bijgevolg zijn de artikelen 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen, artikel 62 en 74/13 van de Vreemdelingenwet en artikel 8 van het EVRM geschonden.

[...]

In casu is evenwel niet voldaan aan de voorwaarden van artikel 8, 2e lid EVRM.

Het recht op eerbied van het privéleven en het familie- en gezinsleven is fundamenteel. Het kan slechts worden aangetast met het oog op één van de – op beperkende wijze – opgesomde doeleinden in het EVRM. Elke aantasting van dit recht doet dan ook een vermoeden van ernstig nadeel rijzen (RvS 8 juli 1999, arrest nr. 81.725, A.P.M. 1999, 128).

De bedoeling van de bestreden beslissing ligt hierin om verzoeker de erkenning van om het even wel verblijfsrecht te weigeren. Dit vormt een ongeoorloofde inmenging in zijn privé leven en familie- en gezinsleven, die niet verenigbaar is met artikel 8, 2e lid van het EVRM.

De handhaving van de bestreden beslissing zou dan ook een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel teweegbrengen, en dit zou bijgevolg onevenredige schade toebrengen aan zijn gezins- en familielevens (RvS 16 maart 1999, arrest nr. 79.295, A.P.M. 1999, 64 – Rev. dr. étr. 1999, 258, noot). [...] ».

3. Discussion.

3.1.1. Sur le premier moyen, la partie requérante invoque la violation du « droit de l'Union », en particulier le droit à la libre circulation du regroupant, et plus particulièrement encore, l'article 3, § 2, de la Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres (ci-après : la Directive 2004/38/CE). Cette disposition, invoquée par la partie requérante dans le cadre des développements de son moyen, a été transposée en droit interne par la loi du 19 mars 2014 modifiant la loi du 15 décembre 1980, qui a notamment inséré les articles 47/1, 47/2 et 47/3 dans la loi du 15 décembre 1980.

Toutefois, la partie requérante ne soutient nullement que la transposition de l'article 3 de la Directive 2004/38/CE dans le droit interne serait incorrecte ou aurait été effectuée de manière non conforme à ladite directive. Dès lors, son invocation directe ne peut être admise (dans le même sens : C.E., arrêt n°117.877 du 2 avril 2003).

3.1.2. Sur le reste du premier moyen, aux termes de l'article 47/1, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, « *Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union :*

[...]

2° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union;

[...] ».

L'article 47/3, § 2, de la même loi, prévoit quant à lui que « *Les autres membres de la famille visés à l'article 47/1, 2°, doivent apporter la preuve qu'ils sont à charge du citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ou qu'ils font partie de son ménage. Les documents attestant que l'autre membre de famille est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union doit émaner des autorités compétentes du pays d'origine ou de provenance. A défaut, le fait d'être à charge ou de faire partie du ménage du citoyen de l'Union peut être prouvé par tout moyen approprié* ».

La Cour de Justice de l'Union européenne a précisé ce qu'il faut entendre par personne « à charge » dans le cadre du regroupement familial des membres de famille d'un citoyen de l'Union: « (...) l'article 1^{er}, §1, sous d) de la directive 73/148 doit être interprété en ce sens que l'on entend par « [être] à [leur] charge » le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre État membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'État d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant. L'article 6, sous b), de la même directive doit être interprété en ce sens que la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance réelle de celui-ci » (arrêt C-1/05, *YUNYING JIA*, rendu le 9 janvier 2007, § 43).

En outre, l'obligation de motivation qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Sur ce point, dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil du Contentieux des Étrangers (ci-après : le Conseil) n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établi des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n° 147.344)

En l'occurrence, le Conseil observe que le premier acte attaqué comprend deux motifs distincts à savoir, d'une part, le défaut de preuve de la qualité « à charge » de la partie requérante et, d'autre part, le défaut de preuve que la partie requérante faisait partie du ménage du regroupant dans son pays d'origine.

3.2.1. L'examen du dossier administratif montre que, si la partie requérante a produit, à l'appui de sa demande de carte de séjour, divers documents en vue d'établir qu'elle remplissait les conditions requises pour bénéficier du séjour demandé, la partie défenderesse a estimé que « *la qualité d'autre membre de la famille « à charge ou faisant partie du ménage » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement étayée* ». Elle a, en effet, considéré ne pas pouvoir prendre en considération les documents produits, établis sur la base des déclarations de la partie requérante et non étayés, selon le cas, par des éléments probants ou officiels.

Si la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen, la partie défenderesse dispose d'un large pouvoir d'appréciation à l'égard du caractère approprié de ce moyen.

La partie requérante reste en défaut de contester utilement ce motif du premier acte attaqué, et d'établir une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse. Elle se borne, en effet, à invoquer le caractère officiel des attestations produites, et le fait qu'elles peuvent être utilisées en justice, ce qui permet de leur attacher une valeur de preuve. Toutefois, cet argument ne suffit pas à contredire l'appréciation susmentionnée de la partie défenderesse, qui repose sur le caractère déclaratif des attestations produites.

La référence à l'article 8.6. du Code civil n'est, en tout état de cause, pas pertinente, puisque l'exigence de la preuve d'être « à charge » nécessite de prouver un fait positif et non négatif, et que la partie requérante ne démontre nullement que, par la nature même du fait à prouver, il ne serait pas possible ou pas raisonnable d'exiger une preuve certaine.

En outre, en ce que la partie requérante fait grief à la partie défenderesse de n'avoir pris en compte qu'une partie des attestations qui lui ont été fournies, force est de constater qu'elle s'abstient d'indiquer lesquelles auraient été omises. Le grief manque donc en fait.

Enfin, les allégations de la partie requérante, selon lesquelles « *[o]m de financiële afhankelijkheid aan te tonen ten opzichte van de Unieburger, werden er maar liefst 19 bewijzen van geldverzendingen voorgelegd in de relevante periode 2016 en 2017* » et « *[d]e noodzakelijke financiële steun is dus een feit: de geldverzendingen tonen immers aan dat verzoeker op zeer regelmatige basis geld ontving van de referentiepersoon* » ne permettent pas de renverser les constats qui précèdent, dès lors que ces envois d'argent ne prouvent, en tout état de cause, pas que la partie requérante était démunie dans son pays d'origine.

3.2.2. Par ailleurs, la partie requérante ne conteste pas le motif selon lequel « *l'intéressé n'établit pas qu'il faisait partie du ménage du regroupant dans son pays d'origine ou de provenance* ». Ce motif doit, dès lors, être tenu pour établi.

3.2.3. Au vu de ce qui précède, la partie défenderesse a pu valablement décider, sans violer les dispositions et principes visés au moyen, que la partie requérante ne remplissait pas les conditions requises pour bénéficier d'un droit de séjour sur la base de l'article 47/1, 2°, de la loi du 15 décembre 1980.

3.3.1. Sur le second moyen, la partie requérante s'abstient d'indiquer en quoi le second acte attaqué violerait l'article 3 de la Convention sur les droits de l'enfant, l'article 7 combiné à l'article 51 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'article 27 de la directive 2004/38/CE et l'article 39/79 de la loi du 15 décembre 1980. Ce moyen est dès lors irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de ces dispositions.

3.3.2. Quant à la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que, lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, il examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué.

L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national. En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T./ Finlande, § 150). L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont les actes attaqués y ont porté atteinte.

Il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que, si le lien familial entre des conjoints, ainsi qu'entre parents et enfants mineurs est supposé, il n'en est pas de même dans la relation entre parents majeurs. Dans l'arrêt *Mokrani c. France* (15 juillet 2003), la Cour européenne des Droits de l'homme considère que les relations entre parents et enfants majeurs « *ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux* ».

Dans l'appréciation de savoir s'il existe une vie familiale ou non, il y a lieu de prendre en considération toutes les indications que la partie requérante apporte à cet égard, comme par exemple la cohabitation, la dépendance financière, la dépendance du parent vis-à-vis du membre de sa famille ou les liens réels entre parents.

3.3.3. En l'espèce, le premier acte attaqué est valablement fondé sur le constat selon lequel la partie requérante n'a pas démontré sa qualité de membre de famille « à charge ou faisant partie du ménage » (voir point 3.2.1.). En l'absence d'autre preuve, elle reste en défaut d'établir qu'elle se trouve dans une situation de dépendance réelle à l'égard de son frère, de nature à démontrer l'existence d'une vie familiale, au sens de l'article 8 de la CEDH. La partie requérante n'est donc pas fondée à invoquer la violation de cette disposition, à l'égard du second acte attaqué.

3.3.4. En ce qui concerne la violation alléguée de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, la motivation du second acte attaqué montre que la partie défenderesse a pris en compte la situation du requérant au regard dudit article, en ce compris sa vie familiale et son état de santé. Elle a ainsi indiqué que les « *éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux* » et que « *l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée* ».

Pour le surplus, le Conseil observe que la partie requérante se borne à alléguer une violation de cette disposition, mais ne démontre nullement que la partie défenderesse aurait omis de prendre en considération des éléments dont elle avait connaissance, au moment de la prise du second acte attaqué.

3.3.5. Au vu de ce qui précède, il ne peut être reproché à la partie défenderesse une quelconque violation de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, ni de l'article 8 de la CEDH.

3.4. Il résulte de ce qui précède qu'aucun des moyens n'est fondé.

4. Débats succincts.

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-huit août deux mille vingt-deux, par :

Mme N. RENIERS,

Présidente de chambre,

M. B. DESMET,

Greffier assumé.

Le greffier,

La présidente,

B. DESMET

N. RENIERS